

ZERO ANTICIPATION

2 mars 2026

Frappes sur l'Iran : l'étrange crash de la diplomatie française

La majorité des diplomates français semblait persuadée que Donald Trump n'irait pas jusqu'à frapper décisivement le régime iranien ni viser le guide suprême Ali Khamenei.

 Michel Fayad ↗

6 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 8:41min

Atlantico : Comment expliquer une telle erreur d'appréciation ? S'agit-il d'un biais idéologique, d'une mauvaise lecture de la stratégie américaine, ou d'un réflexe structurel du Quai d'Orsay face aux Etats-Unis et à la situation au Moyen-Orient ?

Michel Fayad : Beaucoup de diplomates français ont pensé que Donald Trump n'irait pas jusqu'à frapper au cœur du régime iranien ni viser Ali Khamenei. Cette erreur tient d'abord à une mauvaise lecture du personnage et de sa logique stratégique. On a longtemps analysé Trump comme un dirigeant avant tout transactionnel, soucieux d'affichage et de négociation, pas comme quelqu'un prêt à prendre un risque militaire majeur. Or, son précédent de 2020 avec l'élimination de Qassem Soleimani aurait dû rappeler qu'il peut, lorsqu'il estime que le rapport coût-bénéfice est favorable, opter pour une action brutale et assumée.

D'autre part, au Quai d'Orsay, une partie des élites a développé depuis des

Aa 100% Aa

  

continuité de certains objectifs américains, notamment la volonté d'empêcher l'Iran d'accéder au seuil nucléaire et de briser son réseau régional.

Enfin, la diplomatie française reste marquée par un attachement fort au cadre multilatéral et à l'accord sur le nucléaire iranien de 2015. Cet accord visait à encadrer strictement le programme nucléaire iranien en échange d'une levée progressive des sanctions internationales, avec des mécanismes de contrôle confiés à l'AIEA. Il prévoyait une limitation du stock d'uranium enrichi, un plafonnement du niveau d'enrichissement et la réduction du nombre de centrifugeuses, mais sans traiter le programme balistique ni l'activisme régional de Téhéran. Cet attachement a pu créer un biais de confirmation : on pensait que personne ne prendrait le risque de torpiller définitivement ce qui restait du cadre négocié. En réalité, pour l'administration américaine, ce cadre était déjà politiquement et stratégiquement dépassé.

À lire aussi

Iran : Macron convoque un Conseil de défense, Téhéran évoque une désescalade

Kimberley Bort

Plus largement, cette erreur d'appréciation révèle un choix plus profond : la politique étrangère française tend aujourd'hui à s'aligner sur les équilibres et les priorités des monarchies arabes du Golfe, plutôt que sur sa mission historique de protection des minorités et des peuples persécutés au Moyen-Orient, notamment les chrétiens du Liban et le Liban lui-même. Cette inflexion stratégique brouille notre lecture des rapports de force et dilue notre singularité diplomatique.

Cette inflexion stratégique brouille notre lecture des rapports de force et dilue notre singularité diplomatique, alors que la véritable source d'instabilité au Moyen-Orient demeure l'islamisme politique, qu'il soit sunnite ou chiite, dont la République islamique d'Iran constitue l'un des principaux pôles structurants.

Ce moment pour la diplomatie française est-il similaire à l'attitude de François Mitterrand vis-à-vis de l'Allemagne de l'Est et de la chute du mur

100%

française, marquée par une prudence excessive face aux bouleversements historiques, voire par une difficulté à anticiper les ruptures stratégiques majeures ?

Le parallèle avec l'attitude de François Mitterrand en 1989 n'est pas absurde. Face à la chute du mur de Berlin et à l'effondrement de la RDA, la France avait manifesté une réelle prudence, voire une inquiétude face à une réunification allemande rapide. Cette réaction ne relevait pas d'une hostilité idéologique, mais d'une culture stratégique marquée par la méfiance envers les ruptures brutales.

À lire aussi

Nombre de morts à Gaza : le Hamas fait voler en éclat le narratif du génocide à travers ses PROPRES chiffres

Michel Fayad et Dov Zerah

On retrouve aujourd'hui un réflexe comparable : une préférence pour la gestion graduelle des crises plutôt que pour les basculements rapides. La diplomatie française valorise la stabilité, la prévisibilité, les équilibres négociés. Elle est moins à l'aise avec les moments de rupture où un **acteur** décide de forcer le cours des choses.

Cette prudence s'est illustrée dans la défense constante du JCPOA, perçu comme un garde-fou indispensable. Or, dès l'origine, cet accord avait été conçu comme un compromis technique centré sur le nucléaire, sans inclure de garde-fous politiques et stratégiques sur les missiles ou les réseaux de proxys de la République islamique et d'organisations soutenues par l'Iran. Cela peut être une qualité dans certains contextes, mais cela devient un handicap lorsque l'histoire s'accélère et que d'autres puissances considèrent que le compromis initial ne suffit plus.

S'y ajoute un déplacement progressif de notre boussole diplomatique : la France semble davantage soucieuse de préserver ses partenariats stratégiques et économiques avec les puissances du Golfe que d'assumer pleinement son rôle traditionnel de défense des équilibres libanais et des minorités orientales, qui faisait pourtant partie de son **identité** diplomatique.

La France a-t-elle, par réflexe critique vis-à-vis de Washington, sous-estimé la recomposition stratégique en cours au Moyen-Orient ? Notre diplomatie a-t-elle tendance à analyser l'action américaine davantage à travers un prisme politique interne qu'à partir des réalités régionales et des rapports de force ?

À lire aussi

L'Algérie mise sur l'apaisement avec la France et voilà pourquoi ça n'a pas qu'à voir avec le nom du ministre de l'Intérieur

Abdou Semmar et Xavier Driencourt

Il est clair que la France a, ces dernières années, maintenu une posture critique vis-à-vis de Washington, en particulier sous la présidence Trump. Ce réflexe critique fait partie de notre tradition diplomatique d'autonomie. Mais il peut aussi devenir un filtre déformant.

Depuis les accords d'Abraham, une recomposition profonde est à l'œuvre au Moyen-Orient, avec un rapprochement stratégique entre Israël et plusieurs monarchies du Golfe face à la menace iranienne. Cette dynamique a réduit l'espace pour une diplomatie d'équilibre classique. Or, Paris a parfois continué à raisonner comme si l'on pouvait encore sauver à tout prix le cadre de 2015.

En se concentrant sur la préservation d'un accord strictement nucléaire, qui ne couvrirait ni le programme balistique militaire ni l'activisme déstabilisateur en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen, la France a pu sous-estimer l'ampleur de la recomposition stratégique en cours. Il y a aussi une tendance à interpréter les décisions américaines à travers la politique intérieure des États-Unis. Ces facteurs existent, mais ils ne suffisent pas à expliquer une décision militaire majeure. En se focalisant sur la dimension interne, on peut passer à côté des logiques régionales et des attentes sécuritaires des alliés des États-Unis dans la région.

Dans ce contexte, notre diplomatie paraît parfois plus attentive aux sensibilités et aux agendas des capitales arabes du Golfe qu'à la défense concrète de la **souveraineté** libanaise et des communautés menacées par l'islamisme sunnite et chiite, ce qui alimente le sentiment d'un glissement stratégique.

100%

Frappes imminentes sur l'Iran ? Voilà pourquoi les jours à venir représentent une fenêtre de tir cruciale pour les Etats-Unis et Israël

Dov Zerah

En réalité, la recomposition régionale ne peut être comprise sans reconnaître que l'islamisme, sous ses différentes formes, est le moteur profond des déséquilibres actuels, et que l'Iran en est aujourd'hui l'un des vecteurs majeurs à travers son idéologie et ses réseaux armés (proxys et autres).

Le fait que Paris n'ait été « ni prévenue ni impliquée » dans ces frappes révèle-t-il un déclassement stratégique et diplomatique de la France dans la région ? Comment notre pays peut-il retrouver une capacité d'anticipation et d'influence dans la nouvelle donne moyen-orientale et le Conseil de défense d'Emmanuel Macron de dimanche soir montre-t-il une nouvelle fois l'impuissance de la diplomatie française ?

Le fait que Paris n'ait été ni prévenue ni associée aux frappes est un signal préoccupant. Cela ne signifie pas que la France est devenue insignifiante, mais cela montre qu'elle n'était pas perçue comme un acteur central dans cette séquence précise. Les États-Unis ont visiblement privilégié un cercle restreint de partenaires jugés directement concernés ou totalement alignés.

L'attaque d'une base française à Abou Dhabi, malgré les efforts de désescalade d'Emmanuel Macron, souligne un point plus dur encore : aux yeux de Téhéran ou de ses relais, la France reste un allié occidental et une cible potentielle, quelle que soit sa posture de dialogue. La bonne volonté affichée ne suffit pas à garantir l'immunité stratégique.

À lire aussi

Après l'élimination de Khamenei, Rima Hassan ultime gardienne de la révolution islamique ?

Hugues Serraf

Pour retrouver de l'influence, la France devra clarifier sa doctrine au Moyen-Orient. Continuer à défendre un cadre multilatéral dépourvu de moyens de coercition crédibles. alors même que les États-Unis ont choisi une stratégie

100%

secteurs clés — énergie, finance, commerce extérieur —, expose Paris au risque d'être marginalisée. Être une puissance d'équilibre ne peut plus signifier rester à mi-chemin entre toutes les lignes de fracture. Il faut définir des priorités claires et mieux anticiper les scénarios de rupture.

Cela suppose aussi de réaffirmer une ligne indépendante, fidèle à la vocation historique de la France au Levant : soutien clair à la souveraineté du Liban, protection des minorités et refus de voir notre politique régionale dictée, même indirectement, par les priorités sécuritaires ou économiques des monarchies arabes du Golfe. Sans cette clarification, le déclassement perçu risque de devenir structurel.

Tant que la France refusera de nommer clairement l'islamisme — sunnite comme chiite — comme la matrice idéologique de l'instabilité régionale, et tant qu'elle n'assumera pas que la République islamique d'Iran en est l'un des centres névralgiques, sa parole restera affaiblie et son action perçue comme ambiguë.

MOTS-CLES

Iran , conflit , bombardements , Israël , Etats-Unis , diplomatie

THEMATIQUES

Géopolitique

A PROPOS DES AUTEURS



Michel Fayad

Michel Fayad est un professionnel de l'énergie et de la finance; professeur de géopolitique à l'IFP EN; chercheur en diplomatie, administration publique et politique et ancien conseiller du ministre de l'économie et du commerce

SUIVRE

POPULAIRES

24 Heures

7 Jours

PLUS LUS

PLUS PARTAGES

100%